

Art. 2. L'arrêté royal du 17 novembre 1998 déterminant le plan de répartition du bénéfice de l'exercice 1998 de la Loterie nationale est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre des Entreprises et Participations publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Entreprises et participations publiques,
R. DAEMS

Art. 2. Het koninklijk besluit van 17 november 1998 tot bepaling van het winstverdelingsplan van het dienstjaar 1998 van de Nationale Loterij wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Overheidsbedrijven en Participaties is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 november 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Overheidsbedrijven en Participaties,
R. DAEMS

F. 1999 — 3900

[C — 99/03634]

**25 NOVEMBRE 1999. — Arrêté ministériel
portant approbation des statuts de Easdaq S.A.**

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, notamment l'article 31;

Vu l'arrêté royal du 30 juin 1996 portant la reconnaissance de Easdaq, notamment l'article 3,

Arrête :

Article 1^{er}. Les statuts de Easdaq S.A., annexés au présent arrêté, sont approuvés.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 28 juillet 1999.
Bruxelles, le 25 novembre 1999.

D. REYNDERS

Annexe

STATUTS D'EASDAQ S.A.

TITRE Ier. — Dénomination — siège — objet — durée

Article 1er — Forme et dénomination

La société a la forme d'une société anonyme et prend la dénomination de «European Association of Securities Dealers Automated Quotation», en abrégé «EASDAQ». La dénomination complète ou sa forme abrégée peuvent être utilisées séparément.

Cette dénomination sera toujours précédée ou suivie des mots «société anonyme» ou de l'abréviation «S.A.», ou, en néerlandais, des mots «naamloze vennootschap» ou de l'abréviation «N.V.».

Article 2 — Siège

Le siège social est établi à Bruxelles (1000 Bruxelles), rue des Colonies 56, boîte 15. Le conseil d'administration peut, sans modification des statuts, transférer le siège social en tout autre endroit en Belgique moyennant le respect de la législation en vigueur en matière d'emploi des langues. Tout transfert du siège social est publié aux Annexes du *Moniteur belge* par les soins du conseil d'administration.

Le conseil d'administration est, en outre, autorisé à établir des sièges administratifs, sièges d'exploitation, succursales et filiales tant en Belgique qu'à l'étranger.

Article 3 — Objet

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, en son nom propre ou au nom de tiers, pour son compte propre ou pour le compte d'autrui, l'organisation, la gestion, le contrôle et la surveillance du marché pan-européen d'instruments financiers «EASDAQ», ainsi que les aspects opérationnels, organisationnels et commerciaux relatifs au développement, au marketing et au fonctionnement de ce marché et, pour ce qui concerne les membres, l'admission d'instruments financiers à la négociation au marché, le fonctionnement de la plate-forme technique dont la société dispose, sans que la société elle-même n'effectue des transactions en instruments financiers négociés sur le marché.

N. 1999 — 3900

[C — 99/03634]

**25 NOVEMBER 1999. — Ministerieel besluit
tot goedkeuring van de statuten van Easdaq N.V.**

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, inzonderheid artikel 31;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juni 1996 houdende de erkenning van Easdaq, inzonderheid artikel 3,

Besluit :

Artikel 1. De in bijlage statuten van Easdaq N.V. worden goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 28 juli 1999.
Brussel, 25 november 1999.

D. REYNDERS

Bijlage

STATUTEN VAN EASDAQ N.V.

TITEL I. — Naam — zetel — doel — duur

Artikel 1 — Vorm en naam

De vennootschap is opgericht onder de vorm van een naamloze vennootschap en draagt de naam «European Association of Securities Dealers Automated Quotation», afgekort «EASDAQ». Zowel de volledige naam als de afkorting ervan mogen afzonderlijk worden gebruikt.

Deze naam moet steeds door de woorden «société anonyme» of de afkorting «S.A.», of in het nederlands «naamloze vennootschap» of de afkorting «N.V.», worden voorafgegaan of gevolgd.

Artikel 2 — Zetel

De zetel van de vennootschap is gevestigd te Brussel (1000 Brussel), Koloniënstraat 56, bus 15. De raad van bestuur kan deze verplaatsen naar iedere andere plaats in België, mits inachtneming van de taalwetgeving terzake, zonder dat hiervoor een statutenwijziging is vereist. De raad van bestuur draagt zorg voor de publicatie van elke verwijzing van de sociale zetel in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*.

De raad van bestuur is eveneens bevoegd om kantoren, bedrijfszetsels, filialen en dochtervennootschappen in België en in het buitenland op te richten.

Artikel 3 — Doel

De vennootschap heeft tot doel, in België en in het buitenland, in eigen naam of in naam van derden, voor eigen rekening of voor rekening van derden, het organiseren, beheer, en controle van en toezicht op de pan-Europese markt in financiële instrumenten "EASDAQ", evenals alle operationele, organisatorische en commerciële aspecten met betrekking tot de promotie en het functioneren van die markt, voor wat betreft de leden, de toelating van financiële instrumenten tot de verhandeling op de markt, het functioneren van het technisch handelsplatform waarover de vennootschap beschikt zonder dat de vennootschap zelf transacties verricht met financiële instrumenten die verhandeld worden op de markt.

La société peut effectuer, tant en Belgique qu'à l'étranger, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières qui sont de nature à élargir ou à promouvoir de manière directe ou indirecte ses activités. Elle peut acquérir tous biens mobiliers et immobiliers, même si ceux-ci n'ont aucun lien direct ou indirect avec l'objet de la société.

Elle peut, par n'importe quel moyen, prendre des intérêts dans, coopérer ou fusionner avec toutes associations, affaires, entreprises ou sociétés qui ont un objet social identique, similaire ou connexe, ou qui sont susceptibles de favoriser ses activités ou de faciliter la vente de ses produits ou services.

Article 4 – Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

TITRE II. — Capital

Article 5 – Capital souscrit

Le capital souscrit est fixé à douze millions cent et cinq mille quatre cent trente cinq virgule soixante huit (12.105.435,68) euros.

Le capital souscrit est représenté par cent cinquante et un mille cinq cent quarante six (151.546) actions représentant chacune un/ cent cinquante et un mille cinq cent quarante six (1/151.546 ième) du capital.

Article 6 – Modification du capital souscrit

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale, délibérant selon les dispositions prévues pour la modification des statuts.

Les actions souscrites en espèces doivent être offertes par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions durant une période d'au moins quinze (15) jours à compter du jour de l'ouverture de la souscription. L'assemblée générale détermine le prix de souscription et le délai durant lequel le droit de préférence peut être exercé.

Si l'assemblée générale décide de demander le paiement d'une prime d'émission, celle-ci doit être comptabilisée sur un compte de réserve indisponible qui ne peut être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale délibérant selon les dispositions prévues pour la modification des statuts. La prime d'émission aura, au même titre que le capital, la nature d'un gage commun au profit des tiers.

Le conseil d'administration est autorisé pour une durée de cinq (5) ans à compter de la publication aux annexes du *Moniteur belge* du procès-verbal du 28 juillet 1999, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit d'un montant maximum de TRENTE MILLIONS (30.000.000) d'euros. Cette faculté offerte au conseil d'administration vaut également pour les augmentations de capital par incorporation de réserves.

Cette autorisation du conseil d'administration peut être renouvelée.

Le conseil d'administration est autorisé dans le cadre du présent article, à supprimer ou à limiter, dans l'intérêt de la société et moyennant le respect des conditions prévues à l'article 34bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le droit de préférence reconnu par la loi aux actionnaires, y compris au profit d'une ou plusieurs personne(s) déterminée(s) autre(s) que les membres du personnel de la société ou de ses filiales.

A l'occasion d'une augmentation du capital souscrit, dans le cadre du capital autorisé, le conseil d'administration peut demander le paiement d'une prime d'émission. Celle-ci doit être comptabilisée sur un compte de réserve indisponible qui ne peut être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale, délibérant dans les formes requises pour les modifications des statuts.

En cas de réduction du capital souscrit, les actionnaires qui se trouvent dans des conditions identiques doivent être traités de manière identique, et les autres dispositions des articles 72 et 72bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales doivent être respectées.

De vennootschap mag, in België en in het buitenland, alle industriële, handels-, financiële, roerende en onroerende verrichtingen verwezenlijken die rechtstreeks of onrechtstreeks haar bedrijvigheden kunnen uitbreiden of bevorderen. Zij mag alle roerende en onroerende goederen verwerven, zelfs als deze noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks verband houden met het doel van de vennootschap.

Zij kan, op welke wijze ook belangen nemen in, samenwerken of fuseren met alle verenigingen, zaken, ondernemingen of vennootschappen die eenzelfde, gelijkaardig of verwant doel nastreven of die haar bedrijvigheden kunnen bevorderen of de afzet van haar producten of diensten kunnen vergemakkelijken.

Artikel 4 – Duur

De vennootschap is opgericht voor een onbeperkte duur.

TITEL II. — Kapitaal

Artikel 5 - Geplaatst kapitaal

Het geplaatste kapitaal bedraagt twaalf miljoen honderd en vijf duizend vier honderd en vijf en dertig komma acht en zestig (12.105.435,68) euro.

Het geplaatst kapitaal is vertegenwoordigd door honderd een en vijftig duizend vijf honderd zes en veertig (151.546) aandelen, die elk een/ honderd eenenvijftigduizend vijfhonderd zesenviertig (1/151.546) van het kapitaal.

Artikel 6 - Wijziging van het geplaatst kapitaal

De algemene vergadering, beraadslagend overeenkomstig de regels die gelden voor een wijziging van de statuten, kan het geplaatst kapitaal verhogen of verminderen.

De aandelen waarop in geld wordt ingeschreven, moeten eerst worden aangeboden aan de aandeelhouders, naar evenredigheid van het deel van het kapitaal dat door hun aandelen wordt vertegenwoordigd gedurende een termijn van ten minste vijftien (15) dagen te rekenen van de dag van de openstelling van de inschrijving. De algemene vergadering bepaalt de inschrijvingsprijs waartegen, en de inschrijvingsperiode tijdens dewelke, het voorkeurrecht kan worden uitgeoefend.

Indien de algemene vergadering besluit om een uitgiftepremie te vragen, dient deze op een onbeschikbare reserverekening te worden geboekt die slechts kan worden verminderd of weggeboekt door een beslissing van de algemene vergadering genomen op de wijze die vereist is voor de wijziging van de statuten. De uitgiftepremie zal in dezelfde mate als het maatschappelijk kapitaal de algemene waarborg voor derden uitmaken.

De raad van bestuur is bevoegd voor een periode van vijf (5) jaar, te rekening vanaf de publicatie van de akte van 28 juli 1999 in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*, het geplaatst kapitaal één of meerdere malen te verhogen, met een maximaal bedrag van euro dertig miljoen (30.000.000). Deze bevoegdheid van de raad van bestuur geldt tevens voor kapitaalsverhogingen door omzetting van reserves.

Deze bevoegdheid van de raad van bestuur kan worden hernieuwd.

De raad van bestuur is in het kader van dit artikel bevoegd om in het belang van de vennootschap en mits eerbiediging van de voorwaarden bepaald in artikel 34bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen het voorkeurrecht dat de wet aan de aandeelhouders toekent, op te heffen of te beperken ten gunste van één of meer bepaalde personen, andere dan personeelsleden van de vennootschap of van haar dochtervennootschappen.

Ter gelegenheid van de verhoging van het geplaatst kapitaal, binnen de grenzen van het toegestaan kapitaal, heeft de raad van bestuur de bevoegdheid een uitgiftepremie te vragen. Deze dient op een onbeschikbare reserverekening te worden geboekt die slechts kan worden verminderd of weggeboekt door een beslissing van de algemene vergadering genomen op de wijze die vereist is voor de wijziging van de statuten.

Bij vermindering van het geplaatst kapitaal moeten de aandeelhouders die zich in gelijke omstandigheden bevinden, gelijk worden behandeld, en dienen de overige bepalingen vervat in artikelen 72 en 72bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen te worden geëerbiedigd.

Article 7 – Appel de fonds

Les appels de fonds sont décidés souverainement par le conseil d'administration.

Si, dans le délai fixé par le conseil d'administration, un actionnaire n'a pas effectué les versements demandés sur ses actions, l'exercice des droits afférents auxdites actions est suspendu de plein droit et l'actionnaire est redevable de plein droit à la société d'un intérêt moratoire égal au taux d'intérêt légal majoré de deux (2) points de pourcentage à compter de la date à laquelle le délai fixé par le conseil d'administration pour le versement est écoulé.

Si l'actionnaire reste toujours en défaut, après une mise en demeure envoyée par lettre recommandée par le conseil d'administration au moins un mois après l'expiration du délai fixé par lui, le conseil d'administration, lors de sa plus prochaine réunion, prononce la déchéance des droits de l'actionnaire et vend lesdites actions par la voie la plus adéquate, sans préjudice du droit de la société de lui réclamer le solde dû, ainsi que tous dommages-intérêts éventuels.

Article 8 – Nature des actions

Les actions sont et restent nominatives.

Article 9 – Exercice des droits afférents à l'action

A l'égard de la société, les actions sont indivisibles. Si une action appartient à plusieurs personnes, ou si les droits afférents à une action sont divisés entre plusieurs personnes, le conseil d'administration a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme actionnaire à son égard.

Article 10 – Les ayants cause

Les droits et obligations afférents aux actions les suivent dans les mains de chaque acquéreur.

Article 11 – Cession d'actions

11.1. Cession libre

Les cessions d'actions, droits de souscription, warrants ou obligations convertibles émis par la société ou donnant droit à des actions émises par la société (ci-après dénommés dans cet article 11 les «actions»), entre des entreprises liées, telles que définies au chapitre III, IV.A. de l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, sont libres.

L'actionnaire cédant est tenu d'informer par lettre ou par tout autre moyen écrit le conseil d'administration de chaque cession. Le conseil d'administration informera les autres actionnaires de la société de chaque cession effectuée une fois par an à l'occasion de l'assemblée générale annuelle.

11.2. Procédure d'agrément

Les actions ne peuvent faire l'objet d'une vente ou d'une cession d'une autre manière à un cessionnaire non repris au paragraphe 11.1, qu'à une personne physique ou une personne morale qui est préalablement acceptée par le conseil d'administration. A cet effet, le candidat-cédant communiquera par lettre recommandée au conseil d'administration l'identité du candidat cessionnaire, le nombre d'actions proposées à la cession ainsi que le prix et les conditions de paiement offertes par le candidat cessionnaire. Si, endéans les trois mois à dater de l'envoi de la demande d'autorisation, le conseil d'administration n'a pas proposé un autre cessionnaire, la cession peut se réaliser telle qu'elle a été proposée.

Cette réglementation est d'application à toutes les actions de la société, ainsi que sur tous les droits de souscription, warrants ou obligations convertibles émis par la société ou donnant droit à des actions émises par la société.

Article 12 – Acquisition par la société de ses propres actions

La société peut acquérir ses propres actions conformément à l'article 52bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Artikel 7 – Opvraging van storting

De raad van bestuur besluit soeverein over het opvragen van stortingen op aandelen.

Indien een aandeelhouder de opgevraagde storting op zijn aandelen niet heeft verricht binnen de door de raad van bestuur bepaalde termijn, wordt de uitoefening van de rechten verbonden aan de betrokken aandelen van rechtswege geschorst. Tevens is de aandeelhouder van rechtswege, vanaf de dag waarop de termijn bepaald door de raad van bestuur voor de volstorting verstrijkt, aan de vennootschap een nalatigheidsinterest verschuldigd gelijk aan de wettelijke interest vermeerderd met twee (2) procent punten.

Indien de aandeelhouder geen gevolg geeft aan de ingebrekestelling die door de raad van bestuur wordt verzonden bij aangetekend schrijven na verloop van de door hem bepaalde termijn, verklaart de eerstvolgende raad van bestuur de aandeelhouder vervallen van zijn rechten en verkoopt de betrokken aandelen op de meest aangepaste wijze, onverminderd het recht van de vennootschap de niet voldane storting alsook eventuele schadevergoeding van de aandeelhouder te vorderen.

Artikel 8 – Aard van de aandelen

De aandelen zijn op naam en zullen op naam blijven.

Artikel 9 – Uitoefening van aan de aandelen verbonden rechten

Ten aanzien van de vennootschap zijn de aandelen ondeelbaar. Indien een aandeel aan verschillende personen toebehoort of indien de aan een aandeel verbonden rechten zijn verdeeld over meerdere personen, mag de raad van bestuur de uitoefening van de eraan verbonden rechten opschorten totdat één enkele persoon tegenover de vennootschap als aandeelhouder is aangewezen.

Artikel 10 – Rechtverkrijgenden

De rechten en verplichtingen blijven aan het aandeel verbonden, in welke handen het ook overgaat.

Artikel 11 – Overdracht van aandelen

11.1. Vrije overdracht

De overdracht van aandelen, inschrijvingsrechten, warranten of converteerbare obligaties uitgegeven door de vennootschap of rechtgevend op aandelen uitgegeven door de vennootschap (hierna in artikel 11 'aandelen' genoemd), tussen verbonden ondernemingen, zoals gedefinieerd in hoofdstuk III, IV.A van de bijlagen bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 op de jaarrekening van ondernemingen, is niet beperkt.

De overdragende aandeelhouder moet de raad van bestuur per brief of op elke andere schriftelijke wijze kennis geven van elke overdracht. De raad van bestuur moet de andere aandeelhouders van de vennootschap informeren van elke uitgevoerde overdracht jaarlijks naar aanleiding van de jaarlijkse algemene vergadering.

11.2. Goedkeuringsprocedure

De aandelen kunnen slechts verkocht of op een andere wijze overgedragen worden aan een overnemer die niet opgenomen is paragraaf 11.1., dan aan een natuurlijke persoon of rechtspersoon die voorafgaandelijk aanvaard is door de raad van bestuur. Daartoe moet de kandidaat-overdrager per aangetekend schrijven kennis geven van de identiteit van de kandidaat-overnemer aan de raad van bestuur, het aantal aandelen waarvan de overdracht voorgesteld wordt alsmede de prijs en de betalingsvoorwaarden aangeboden door de kandidaat-overnemer. Indien de raad van bestuur binnen de drie maanden na het verzoek om toelating geen andere overnemer heeft voorgesteld, mag de overdracht plaatsvinden zoals voorgesteld.

Deze reglementering is van toepassing op alle aandelen van de vennootschap, alsmede voor alle inschrijvingsrechten, warranten of converteerbare obligaties uitgegeven door de vennootschap of rechtgevend op aandelen uitgegeven door de vennootschap.

Artikel 12 – Verwerving van eigen aandelen

De vennootschap mag haar eigen aandelen verwerven in overeenstemming met artikel 52bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Article 13 – Obligations

La société peut, par décision de son conseil d'administration, émettre des obligations, qui peuvent être garanties par une hypothèque ou d'une autre manière.

L'assemblée générale peut décider d'émettre des obligations convertibles ou des warrants conformément aux règles énoncées dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le conseil d'administration a la faculté, dans les limites du capital autorisé, d'émettre des obligations avec warrants, des warrants ou des obligations convertibles en actions.

Les obligations au porteur ne sont valables que si elles sont signées par deux administrateurs au moins; ces signatures peuvent être remplacées par des griffes.

TITRE III. — Administration et contrôle

Article 14 – Composition du conseil d'administration

La société est administrée par un conseil d'administration, composé de trois (3) membres au moins, qui ne doivent pas être actionnaires.

La durée de leur mandat ne peut excéder trois (3) ans. Les administrateurs dont la durée de leur mandat est expirée restent en fonction aussi longtemps que l'assemblée générale, pour quelque raison que ce soit, ne pourvoit pas à leur remplacement.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Les administrateurs peuvent à tout moment être révoqués ou suspendus par l'assemblée générale.

Les administrateurs sont librement élus par l'assemblée générale des actionnaires sur base d'une liste de candidats présentée par le conseil d'administration.

Article 15 – Vacance avant l'expiration

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit de pourvoir provisoirement à son remplacement, jusqu'à ce que l'assemblée générale nomme un nouvel administrateur. La nomination définitive d'un remplaçant est mise à l'ordre du jour de la plus prochaine assemblée générale.

Tout administrateur ainsi nommé par l'assemblée générale termine le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 16 – Présidence

Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres.

Article 17 – Réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration est convoqué par son président ou par deux administrateurs chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Les convocations mentionnent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la réunion, et sont envoyées au moins deux (2) jours francs avant la réunion par lettre, télégramme, télex, télécopie ou tout autre moyen écrit.

En cas d'empêchement du président, un administrateur désigné à cet effet par ses collègues préside la réunion.

Si tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés, la régularité de la convocation ne peut être contestée.

Le président de l'autorité de marché assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Article 18 – Délibération

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Si ce quorum n'est pas atteint, un nouveau conseil pourra être convoqué avec le même ordre du jour. Ce conseil ne pourra valablement délibérer et prendre des décisions que si deux (2) administrateurs au moins sont présents ou représentés.

Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit. Il ne pourra cependant pas être recouru à cette procédure pour l'arrêt des comptes annuels ou pour une décision d'augmentation de capital dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour que si tous les administrateurs sont présents personnellement et décident à l'unanimité de délibérer sur ces points.

Artikel 13 – Obligaties

De vennootschap kan door een beslissing van zijn raad van bestuur, obligaties uitgeven die door een hypotheek of op een andere wijze kunnen gewaarborgd zijn.

De algemene vergadering mag besluiten tot de uitgifte van converteerbare obligaties of warrants in overeenstemming met de regels van de gecoördineerde handelsvennootschappen.

Binnen de grenzen van het toegestaan kapitaal kan de raad van bestuur obligaties met warrants, warranten of in aandelen converteerbare obligaties uitgeven.

De obligaties aan toonder zijn rechtsgeldig indien ondertekend door ten minste twee bestuurders; de handtekeningen mogen door naamstempels worden vervangen.

TITEL III. — Bestuur en controle

Artikel 14 – Samenstelling van de raad van bestuur

De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur, die minstens drie (3) leden telt, die geen aandeelhouder dienen te zijn.

De duur van hun opdracht bedraagt maximum drie (3) jaar. Zolang de algemene vergadering evenwel, om welke reden ook niet in de vacature voorziet blijven de bestuurders, waarvan de opdracht is verstreken, in functie.

Uittredende bestuurders zijn herbenoembaar.

De bestuurders kunnen te allen tijde door de algemene vergadering geschorst of ontslaan worden.

De bestuurders worden vrij verkozen door de algemene vergadering van aandeelhouders op basis van een lijst met kandidaten voorgelegd door de Raad van Bestuur.

Artikel 15 – Voortijdige vacature

Ingeval van een vacature in de raad van bestuur hebben de overblijvende bestuurders het recht voorlopig in de vacature te voorzien totdat de algemene vergadering een nieuwe bestuurder benoemt. De definitieve benoeming wordt op de agenda van de eerstvolgende algemene vergadering geplaatst.

Elke op deze wijze door de algemene vergadering benoemde bestuurder beëindigt de opdracht van de bestuurder die hij vervangt.

Artikel 16 – Voorzitterschap

De raad van bestuur verkiest onder zijn leden een voorzitter.

Artikel 17 – Vergaderingen van de raad van bestuur

De raad van bestuur wordt bijeengeroepen door de voorzitter of door twee bestuurders telkens de belangen van de vennootschap het vereisen.

De oproepingen vermelden plaats, datum, uur en agenda van de vergadering, en worden tenminste twee (2) volle dagen vóór de vergadering per brief, telegram, telex, telefax of op een andere schriftelijke wijze verzonden.

Indien de voorzitter is verhinderd, wordt de vergadering voorgezeten door een bestuurder door zijn collega's daartoe aangeduid.

De regelmatigheid van de bijeenroeping kan niet worden betwist indien alle bestuurders aanwezig of regelmatig vertegenwoordigd zijn.

De voorzitter van de marktautoriteit woont de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem.

Artikel 18 – Beraadslaging

De raad van bestuur kan slechts geldig beraadslagen indien tenminste de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Indien dit quorum niet is bereikt, kan een nieuwe raad worden bijeengeroepen met dezelfde agenda. De raad zal geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste twee (2) bestuurders aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

In uitzonderlijke gevallen gerechtvaardigd door een onvoorziene gebeurtenis en het vennootschapsbelang, kunnen de beslissingen van de raad van bestuur worden genomen met de schriftelijke unanieme toestemming van alle bestuurders. Deze procedure mag echter niet worden gebruikt voor het opstellen van de jaarrekening of voor een beslissing tot kapitaalsverhoging binnen het kader van het toegestane kapitaal.

Over punten die niet op de agenda werden vermeld, kan de raad van bestuur slechts geldig beraadslagen indien alle bestuurders persoonlijk aanwezig zijn en beslissen met eenparigheid over deze punten te beraadslagen.

Tout administrateur peut donner procuration par lettre, télégramme, télex, télécopie ou tout autre moyen écrit, à un autre administrateur, pour le représenter à une réunion du conseil d'administration. Un administrateur peut représenter par procuration plusieurs de ses collègues.

Les résolutions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix émises. Les votes blancs ou irréguliers ne peuvent être ajoutés aux voix émises. En cas de partage des voix, la voix de l'administrateur qui préside la réunion est prépondérante.

Les administrateurs sont tenus de se conformer aux dispositions relatives aux conflits d'intérêts prévues par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Si, lors d'une séance du conseil d'administration réunissant le quorum requis pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en raison d'un conflit d'intérêt, les décisions sont prises valablement par la majorité des autres administrateurs présents ou représentés.

Si tous les administrateurs doivent s'abstenir en raison d'un conflit d'intérêts, ils convoquent dans les meilleurs délais une assemblée générale qui prend la ou les décisions concernées ou procède à la nomination d'un administrateur ad hoc.

Article 19 – Procès-verbaux

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par le président du conseil d'administration et le secrétaire et par les administrateurs qui le demandent. Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial. Les procurations sont annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux (2) administrateurs ou par une personne chargée de la gestion journalière. Ce pouvoir peut être délégué à un mandataire.

Article 20 – Compétence du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus en vue d'accomplir tous les actes utiles ou nécessaires à la réalisation de l'objet social, y compris ceux qui lui sont imposés par l'arrêté royal du 10 juin 1996 relatif à la création et à l'organisation de EASDAQ.

Le conseil n'a pas le pouvoir d'accomplir les actes qui sont expressément réservés à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts, ou qui relèvent de la compétence de l'autorité de marché ou de la commission internationale d'appel.

Le conseil d'administration peut déléguer à un mandataire, qui ne doit pas nécessairement être actionnaire ou administrateur, tout ou partie de ses pouvoirs pour des questions spéciales et déterminées.

Article 21 – Rémunération

Le mandat d'administrateur est exercé gratuitement sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Article 22 – Représentation

La société est valablement représentée dans tous ses actes, y compris la représentation en justice, par deux (2) administrateurs agissant conjointement.

Article 23 – Gestion journalière

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à une ou plusieurs personnes, qui ne doivent pas être administrateurs.

Si la personne chargée de la gestion journalière est en même temps administrateur, elle porte le titre d'administrateur délégué.

Quand plusieurs personnes sont chargées de la gestion journalière, elles forment entre elles un comité de direction.

En cas de délégation de la gestion journalière, le conseil d'administration détermine la rémunération liée à cette fonction.

La société est valablement représentée dans tous ses actes de la gestion journalière, y compris la représentation en justice, par la (les) personne(s) chargée(s) de la gestion journalière. Elle(s) peut (peuvent) agir seule(s), et n'a (n'ont) pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable.

Toute personne chargée de la gestion journalière peut déléguer à un mandataire, qui ne doit pas être actionnaire ou administrateur, une partie de ses pouvoirs pour des questions spéciales et déterminées.

Iedere bestuurder kan per brief, telegram, telex, telefax of op een andere schriftelijke wijze aan een collega volmacht geven om hem op een vergadering van de raad van bestuur te vertegenwoordigen. Een bestuurder kan meerdere collegas vertegenwoordigen bij wijze van een volmacht.

De besluiten van de raad van bestuur worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Blanco- en ongeldige stemmen worden niet bij de uitgebrachte stemmen geteld. In het geval van staking der stemmen is de stem van de bestuurder die de vergadering voorziet doorslaggevend.

De bestuurders zijn gehouden te handelen in overeenstemming met de bepalingen met betrekking tot belangenconflicten, zoals deze zijn voorzien in de gecoördineerde wetten op handelsvennootschappenwet.

Indien op een vergadering van de raad van bestuur het vereiste quorum om geldig te beraadslagen aanwezig is en één of meer bestuurders zich onthouden ingevolge een belangenconflict, worden de besluiten geldig genomen bij meerderheid van de overige aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders.

Indien alle bestuurders zich dienen te onthouden ten gevolge van een belangenconflict, roepen zij binnen de kortst mogelijke termijn een algemene vergadering samen die de betreffende beslissing(en) neemt of ze een bestuurder ad hoc aanstelt.

Artikel 19 – Notulen

De beraadslagingen van de raad van bestuur worden vastgelegd in notulen die door de Voorzitter van de raad van bestuur en de secretaris en door de bestuurders die dat wensen worden ondertekend. Deze notulen worden in een speciaal register opgenomen. De volmachten worden aan de notulen gehecht.

De afschriften of uittreksels in rechte of anderszins voor te leggen worden door twee (2) bestuurders of door een persoon belast met het dagelijks bestuur ondertekend. Deze bevoegdheid kan worden opgedragen aan een lasthebber.

Artikel 20 - Bevoegdheden van de raad van bestuur

De raad van bestuur heeft de meest uitgebreide bevoegdheden om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn voor de verwezenlijking van het vennootschapsdoel, inclusief wat wordt opgelegd door het koninklijk besluit van 10 juni 1996 met betrekking tot de oprichting en organisatie van EASDAQ.

De raad is niet bevoegd daden te stellen die uitdrukkelijk door de wet of door de statuten aan de algemene vergadering zijn voorbehouden, of die binnen de bevoegdheid van de marktautoriteit of de internationale commissie van beroep vallen.

De raad van bestuur kan aan een lasthebber, zelfs indien deze geen aandeelhouder of bestuurder is, alle of een deel van zijn bevoegdheden voor bijzondere en gelegenheden opdragen.

Artikel 21 – Vergoeding

De opdracht van bestuurder is onbezoldigd, behoudens besluit van de algemene vergadering.

Artikel 22 – Vertegenwoordiging

De vennootschap wordt in al haar handelingen, met inbegrip van de vertegenwoordiging in rechte, rechtsgeldig vertegenwoordigd door twee (2) gezamenlijk optredende bestuurders.

Artikel 23 – Dagelijks bestuur

De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur van de vennootschap opdrachten aan één of meerdere personen, die geen bestuurder moeten zijn.

Indien de persoon belast met het dagelijks bestuur tegelijkertijd bestuurder is, draagt hij de titel van afgevaardigd bestuurder.

Wanneer meerdere personen belast zijn met het dagelijks bestuur, vormen zij als geheel een bestuurscomité.

In het geval het dagelijks bestuur wordt gedelegeerd, bepaalt de raad van bestuur de vergoeding voor deze functie.

De vennootschap wordt in al haar handelingen van dagelijks bestuur, met inbegrip van de vertegenwoordiging in rechte, rechtsgeldig vertegenwoordigd door de persoon (personen) waaraan het dagelijks bestuur werd toevertrouwd. Zij kan (kunnen) alleen optreden moet(en) geen bewijs van een voorafgaand besluit ten aanzien van derden leveren.

Elke persoon belast met het dagelijks bestuur kan aan een lasthebber, zelfs indien deze geen aandeelhouder of bestuurder is, een deel van zijn bevoegdheden voor bijzondere en bepaalde aangelegenheden overdragen.

Article 24 - L'Autorité de Marché

L'autorité de marché est un organe autonome au sein de la société. Elle est constituée conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 10 juin 1996 relatif à la création et l'organisation de EASDAQ.

L'autorité de marché a le pouvoir d'engager la société dans les matières qui relèvent de sa compétence. Elle a la compétence d'agir en qualité d'autorité de marché de EASDAQ, conformément à la législation et la réglementation en vigueur, et dispose notamment de toutes les compétences visées aux articles 5 à 13 de l'arrêté royal du 10 juin 1996 relatif à la création et l'organisation de EASDAQ.

L'autorité de marché compte au moins quatre membres, dont un président, qui sont nommés et révoqués par le conseil d'administration à la majorité des deux tiers des voix. Ils sont nommés pour une période de quatre ans, renouvelable. Le conseil d'administration peut toutefois, à titre exceptionnel, renouveler pour une période de quatre ans la nomination d'un membre entre le 1^{er} avril et le 1^{er} juillet 1997, 1998, 1999 et 2000. Ces nominations et révocations sont soumises à l'approbation du Ministre des Finances.

Les membres de l'autorité de marché sont, dans l'exercice de leurs compétences en tant qu'autorité de marché de EASDAQ, totalement indépendants à l'égard de tous les organes de EASDAQ S.A. et de tous tiers, sans préjudice des compétences susmentionnées du conseil d'administration.

Les membres de l'autorité de marché ne peuvent accepter aucune instruction ni interdiction. Ils ne peuvent simultanément exercer un mandat ou un emploi auprès d'un membre, d'un émetteur ou d'un des intermédiaires visés à l'article 2, §§ 1^{er} et 2 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements. Les membres de l'autorité de marché ne peuvent exercer aucun emploi, public ou particulier, aucune fonction dont l'exercice pourrait compromettre l'indépendance ou la dignité de leur fonction.

Article 25 - Budget de l'Autorité de Marché

Afin de déterminer les montants grâce auxquels est financé le fonctionnement de l'autorité de marché dans l'accomplissement de ses missions, l'autorité de marché établit avant le début de chaque nouvelle année civile un projet de budget, qu'elle soumet au conseil d'administration, qui prend en compte les postes suivants :

a) le coût total de la rémunération des membres de l'autorité de marché;

b) le coût total de la rémunération des autres membres du personnel de EASDAQ S.A. au prorata du temps qu'ils consacrent aux tâches qui leur sont attribuées par l'autorité de marché;

c) les frais de développement et/ou de mise à disposition de toutes les personnes et de tous les moyens et systèmes, automatisés ou non, que l'autorité de marché et les personnes à qui des tâches sont attribuées par l'autorité de marché utilisent ou font utiliser pour accomplir leurs tâches;

d) tous les frais de déplacement, de séjour et les autres frais que les membres de l'autorité de marché et les autres personnes à qui des tâches sont attribuées par l'autorité de marché supportent dans l'accomplissement de leurs tâches;

e) les frais de loyer et d'amortissement des constructions dans lesquelles EASDAQ S.A. est établie ainsi que les charges qui y sont liées, au prorata de la partie des coûts de la masse des salaires de EASDAQ S.A. qui, conformément au a) et b), est attribuée au fonctionnement de l'autorité de marché;

f) tous les frais supportés par d'autres autorités ou des tiers et que l'autorité de marché doit supporter dans l'exercice de ses compétences.

Si des remarques sont formulées par le conseil d'administration, l'autorité de marché en tient compte, et si elle estime que celles-ci ne compromettront pas son fonctionnement, elle effectuera les adaptations nécessaires. Des adaptations au budget proposé par l'autorité de marché ne pourront pas être réalisées si ou pour autant qu'elles compromettent la réalisation ou compliquent sérieusement les missions de l'autorité de marché, et ceci avec une occupation de personnel appropriée, des instruments de travail appropriés et un mode de travail approprié.

Le budget ci-dessus est approuvé par le conseil d'administration.

Artikel 24 - De Marktautoriteit

De marktautoriteit is een autonoom orgaan binnen de vennootschap. Zij wordt opgericht overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 10 juni 1996 houdende de oprichting en de organisatie van EASDAQ.

De marktautoriteit kan de vennootschap verbinden met betrekking tot materies binnen haar bevoegdheid. Zij heeft de bevoegdheid op te treden als marktautoriteit voor EASDAQ in overeenstemming met de toepasselijke wetgeving en regulering, en beschikt in het bijzonder ook over alle bevoegdheden vermeld in de artikelen 5 tot 13 van het koninklijk besluit van 10 juni 1996 houdende de oprichting en de organisatie van EASDAQ.

De marktautoriteit heeft ten minste vier leden waaronder een voorzitter, die worden benoemd en ontslaan door de raad van bestuur die daartoe kan beslissen met een tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Ze worden benoemd voor een periode van vier jaar die hernieuwbaar is. Bij wijze van uitzondering kan de raad van bestuur de benoeming van een lid hernieuwen voor een periode van vier jaar, tussen 1 april en 1 juli 1997, 1998, 1999 en 2000. Voorgaande benoemingen en ontslagen moeten worden goedgekeurd door de Minister van Financiën.

De leden van de marktautoriteit zijn tijdens het uitoefenen van hun bevoegdheid als marktautoriteit van EASDAQ volledig onafhankelijk van alle vennootschapsorganen van EASDAQ N.V. en ten opzichte van elke derde, zonder evenwel afbreuk te doen aan de hierboven genoemde bevoegdheid van de raad van bestuur.

De leden van de marktautoriteit mogen geen instructie noch verbod aanvaarden. Zij mogen niet tegelijkertijd een mandaat of een betrekking vervullen bij een lid, of bij een emittent of bij een van de bemiddelaars vermeld in artikel 2, § 1 en § 2, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs. De leden van de marktautoriteit mogen geen openbare of private betrekking of functie vervullen wanneer dit de onafhankelijkheid of de waardigheid van hun functie in het gedrang zou brengen.

Artikel 25 - Budget van de Marktautoriteit

Teneinde de bedragen te bepalen waarmee de werking van de marktautoriteit bij het vervullen van haar opdrachten wordt gefinancierd, stelt de marktautoriteit vóór het begin van elk nieuw kalenderjaar een ontwerpbudget op, dat zij voorlegt aan de raad van bestuur en dat rekening houdt met de volgende posten :

de volledige kost van de vergoeding van de leden van de marktautoriteit;

b) de volledige kost van de vergoeding van andere personeelsleden van EASDAQ N.V. pro-rata de tijd die zij besteden aan de taken die hen toegedeeld worden door de marktautoriteit;

c) de kosten van ontwikkeling en/of terbeschikkingstelling van alle mensen en alle middelen en al dan niet geautomatiseerde systemen die de marktautoriteit en de personen aan wie taken door de marktautoriteit worden toegedeeld gebruiken of dienen te gebruiken ter volbrenging van hun taken;

d) alle verplaatsings-, verblijfs- en andere kosten die de leden van de marktautoriteit en de andere personen aan wie taken worden toegeedeeld door de marktautoriteit, maken bij het volbrengen van hun taken;

e) de huur- en afschrijvingskosten van de gebouwen waarin EASDAQ N.V. gevestigd is evenals de daaraan verbonden lasten, pro-rata het gedeelte van de kost van de salarismassa van EASDAQ N.V. dat overeenkomstig a) en b), is toegewezen aan de werking van de marktautoriteit;

f) alle kosten vanwege andere overheden of derden en die de marktautoriteit moet dragen bij de uitoefening van haar bevoegdheden.

In geval van opmerkingen geformuleerd door de raad van bestuur wordt hiermee rekening gehouden door de marktautoriteit die, indien zij van oordeel is dat dit haar werking niet zal belemmeren, de nodige aanpassingen zal uitvoeren. Aanpassingen aan het door de marktautoriteit vooropgestelde budget zullen niet worden doorgevoerd, indien of voor zover zij de vervulling verhinderen of ernstig bemoeilijken van de opdrachten van de marktautoriteit, en dit met een gepaste personeelsbezetting, de gepaste werkingsinstrumenten en een aangepaste werkwijze.

Voormeld budget wordt goedgekeurd door de raad van bestuur.

Si l'autorité de marché, dans le courant de l'année, prévoit des investissements ou des frais supplémentaires qui ne sont pas prévus dans le budget et qui, sur une base individuelle ou globalisée, représentent plus de dix pour cent (10 %) du budget, la procédure décrite ci-dessus doit à nouveau être suivie.

Article 26 - La Commission internationale d'Appel

La commission internationale d'appel, instaurée pour ce qui concerne EASDAQ conformément à l'article 24 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, est composée d'au moins trois membres effectifs et de trois membres suppléants de nationalité différente, qui disposent d'une grande expérience en matière de fonctionnement et de contrôle de l'intégrité et de la sécurité des marchés financiers. Ils sont nommés par le conseil d'administration à la majorité des deux tiers des voix. Ils ne peuvent être révoqués par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des voix, uniquement pour motif grave. Ces décisions de nomination et de révocation sont soumises à l'approbation du ministre des finances.

Article 27 - Contrôle

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié à un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale parmi les membres agréés de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises.

L'assemblée générale détermine le nombre de commissaires et fixe leurs émoluments.

Les commissaires sont nommés pour une période de trois ans, renouvelable. Sous peine de dommages-intérêts, ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat par l'assemblée générale que pour justes motifs, et en respectant la procédure instaurée par l'article 64quinquies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

A défaut de commissaire, ou lorsque tous les commissaires se trouvent dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions, le conseil d'administration convoque immédiatement l'assemblée générale aux fins de pourvoir à leur nomination ou à leur remplacement.

Article 28 - Tâche des Commissaires

Les commissaires ont, collectivement ou individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent, sur place, prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Il leur est remis chaque semestre par le conseil d'administration un état résumant la situation active et passive de la société.

Les commissaires peuvent, dans l'exercice de leur fonction, et à leurs frais, se faire assister par des préposés ou d'autres personnes dont ils sont responsables.

TITRE IV. — Assemblée Générale

Article 29 - Composition et compétence

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Les décisions prises par l'assemblée sont obligatoires pour tous les actionnaires, même absents ou dissidents.

Article 30 - Réunions

L'assemblée générale annuelle se réunit le quatrième jeudi du mois de juin à dix (10) heures. Si ce jour tombe un jour férié légal, l'assemblée est tenue le jour ouvrable suivant.

Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et doit être convoquée chaque fois que des actionnaires représentant le cinquième du capital souscrit le demandent.

Les assemblées générales se réunissent au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Article 31 - Convocation

L'assemblée générale se réunit sur convocation du conseil d'administration ou du/des commissaire(s).

Cette convocation contient le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de l'assemblée générale et est faite dans les formes et délais prescrits par les articles 73 et 78 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Indien de marktautoriteit in de loop van het jaar investeringen of bijkomende kosten voorziet die niet opgenomen zijn in het budget en die op individuele of geglobaliseerde basis meer dan tien procent (10 %) van het budget vertegenwoordigen, dient de procedure beschreven in deze paragraaf opnieuw te worden gevolgd.

Artikel 26 - De Internationale Commissie van Beroep

De internationale commissie van beroep opgericht voor wat betreft EASDAQ conform artikel 24 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, heeft tenminste drie effectieve leden en drie plaatsvervangende leden van verschillende nationaliteit, die dienen te beschikken over een ruime ervaring op het gebied van de werking of het toezicht op de integriteit en veiligheid van de financiële markten. Ze worden benoemd door de raad van bestuur met een meerderheid van twee derde van de stemmen. Zij kunnen door de raad van bestuur slechts worden afgezet met een meerderheid van twee derde van de stemmen, uitsluitend wegens ernstige redenen. De beslissingen tot benoeming en ontslag zijn onderworpen aan de goedkeuring van de Minister van Financiën.

Artikel 27 - Controle

De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en, op de regelmatigheid vanuit het oogpunt van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en de statuten van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening worden opgedragen aan één of meer commissarissen die worden benoemd door de algemene vergadering onder de erkende leden van het Instituut van Bedrijfsrevisoren.

De algemene vergadering bepaalt het aantal commissarissen en stelt hun bezoldiging vast.

De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar. Op straffe van schadevergoeding kunnen zij tijdens hun opdracht alleen om wettige redenen door de algemene vergadering worden ontslagen, met eerbiediging van de procedure beschreven in artikel 64quinquies van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Bij ontstentenis van commissarissen of wanneer alle commissarissen zich in de onmogelijkheid bevinden om hun taak uit te voeren, roept de raad van bestuur onmiddellijk de algemene vergadering bijeen om in hun benoeming of vervanging te voorzien.

Artikel 28 - Taak van de Commissarissen

De commissarissen hebben gezamenlijk of afzonderlijk, een onbeperkt recht van toezicht en van controle over alle verrichtingen van de vennootschap. Zij mogen ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en in het algemeen van alle geschriften van de vennootschap.

Er wordt hen ieder semester door de raad van bestuur een staat overhandigd waarop de actieve en passieve toestand van de vennootschap wordt samengevat.

De commissarissen kunnen zich bij de uitoefening van hun taak, op hun kosten, doen bijstaan door aangestelden of andere personen voor wie zij instaan.

TITEL IV. — Algemene Vergadering

Artikel 29 - Samenstelling en bevoegdheid

De regelmatig samengestelde algemene vergadering vertegenwoordigt de algemeenheid van de aandeelhouders. De besluiten van de algemene vergadering zijn bindend voor alle aandeelhouders, zelfs voor de afwezigen of zij die tegenstemden.

Artikel 30 - Vergaderingen

De jaarvergadering wordt gehouden op de vierde donderdag van juni, om tien (10) uur. Indien deze dag een wettelijke feestdag is, wordt de vergadering op de daaropvolgende werkdag gehouden.

Een buitengewone algemene vergadering kan worden bijeengeroepen telkens als het belang van de vennootschap het vereist en moet worden bijeengeroepen telkens als de aandeelhouders die samen een vijfde van het geplaatst kapitaal vertegenwoordigen, er om te vragen.

Tenzij anders vernield in de oproeping vinden de algemene vergaderingen plaats op de zetel van de vennootschap.

Artikel 31 - Bijeenroeping

De algemene vergadering wordt door de raad van bestuur of de commissaris(sen) bijeengeroepen.

Deze oproeping vermeldt de plaats, datum, uur en agenda van de algemene vergadering en geschiedt in de vorm en binnen de termijnen vereist door de artikelen 73 en 78 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Chaque année il est tenu au moins une assemblée générale dont l'ordre du jour mentionne entre autres : la discussion du rapport de gestion (et du rapport du/des commissaire(s)), la discussion et l'approbation des comptes annuels, la répartition des bénéfices, la décharge à accorder aux administrateurs et au(x) commissaire(s), et s'il y a lieu, la nomination d'administrateurs et de commissaire(s).

La régularité de la convocation ne peut être contestée si tous les actionnaires sont présents ou valablement représentés.

Article 32 – Admission

Pour être admis à l'assemblée générale, et pour autant que le conseil d'administration l'exige dans la convocation, tout propriétaire d'actions nominatives doit communiquer au conseil d'administration son intention de participer à l'assemblée générale au moins quatre (4) jours francs avant celle-ci.

Les porteurs d'obligations peuvent assister à l'assemblée générale pour autant qu'ils déposent leurs titres dans le délai et à l'endroit indiqués par le conseil d'administration dans la convocation. Ce dernier délai ne pourra néanmoins excéder quatre (4) jours francs.

Article 33 – Représentation

Tout actionnaire peut donner procuration, par lettre, télégramme, télex, télécopie ou par tout autre moyen écrit, pour le représenter à une assemblée générale. Le mandataire ne doit pas être actionnaire.

Le conseil d'administration peut arrêter la forme des procurations dans la convocation et exiger que celles-ci soient déposées au moins quatre (4) jours francs avant l'assemblée générale à l'endroit indiqué dans la convocation.

Article 34 – Présidence de l'assemblée générale

Toute assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, ou à défaut de celui-ci, par un administrateur délégué ou, à défaut de ce dernier, par l'administrateur le plus âgé.

Article 35 – Nombre de voix – exercice du droit de vote

Chaque action donne droit à une voix.

Les porteurs d'obligations peuvent assister à l'assemblée générale mais avec voix consultative seulement.

Cependant, aucun actionnaire, ni aucun groupe d'actionnaires, personnes morales qui sont membres du même groupe de sociétés (la définition d'un groupe de sociétés étant basée sur une participation directe ou indirecte d'au moins cinquante pour cent (50 %)) ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix excédant vingt pour cent (20 %) du nombre total des voix attachées aux actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Article 36 – Délibération

Avant l'ouverture de la séance, une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils détiennent est signée par chacun d'eux ou par leur mandataire.

L'assemblée générale ne peut délibérer sur les points ne figurant pas à l'ordre du jour sauf si tous les actionnaires sont présents personnellement à l'assemblée générale et décident à l'unanimité de délibérer sur ces points.

Les administrateurs répondent aux questions qui leur sont posées par les actionnaires au sujet de leur rapport ou des points portés à l'ordre du jour. Le(s) commissaire(s) répond(ent) aux questions qui lui (leur) sont posées par les actionnaires au sujet de son (leur) rapport.

Sauf disposition légale ou statutaire contraire, toute décision est prise par l'assemblée générale à la majorité simple des voix, quel que soit le nombre d'actions qui y sont représentées. Les votes blancs ou irréguliers ne peuvent être ajoutés aux voix émises.

Si, lors d'une nomination d'un administrateur (ou d'un commissaire), aucun des candidats n'obtient la majorité absolue des voix, il est procédé à un nouveau vote entre les deux candidats qui ont obtenu le nombre de voix le plus élevé. En cas de partage des voix lors de ce nouveau vote, le candidat le plus âgé est élu.

Elk jaar wordt een algemene vergadering gehouden waarvan de agenda ten minste de volgende punten vermeldt : de bespreking van het Jaarverslag (en het verslag van de commissaris(sen)), de bespreking en de goedkeuring van de jaarrekening, de verdeling van de winsten, kwijting van de bestuurders; en van de commissaris(sen) en, in voorkomend geval, de benoeming van de bestuurders en de commissaris(sen).

De regelmatigheid van de bijeenroeping kan niet worden betwist indien alle aandeelhouders aanwezig of regelmatig vertegenwoordigd zijn.

Artikel 32 – Toelating

Om tot de algemene vergadering te worden toegelaten, en indien de raad van bestuur dit in de oproeping vereist, moeten alle eigenaars van aandelen op naam minstens vier (4) volle dagen vóór de vergadering aan de raad van bestuur hun inzicht te kennen geven de algemene vergadering bij te wonen.

De obligatiehouders mogen de algemene vergadering bijwonen indien zij hun effecten neerleggen op de plaats en binnen de termijn bepaald door de raad van bestuur in de oproeping. Deze termijn mag echter vier (4) volle dagen niet overschrijden.

Artikel 33 – Vertegenwoordiging

Iedere aandeelhouder kan per brief, telegram, telex, telefax of op een andere schriftelijke wijze een volmacht geven om hem op de algemene vergadering te vertegenwoordigen. De lasthebber moet geen aandeelhouder zijn.

De raad van bestuur mag in de oproeping de vorm van de volmachten bepalen en eisen dat zij minstens vier (4) volle dagen vóór de algemene vergadering op de in oproeping aangeduide plaats worden neergelegd.

Artikel 34 – Voorzitterschap van de algemene vergadering

Elke algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens afwezigheid, door een gedelegeerd bestuurder of, bij diens afwezigheid, door de oudste bestuurder.

Artikel 35 – Aantal stemmen – uitoefening van het stemrecht

Leder aandeel geeft recht op één stem.

De houders van obligaties mogen de algemene vergadering bijwonen, doch enkel met raadgevende stem.

Nochtans kan geen enkele aandeelhouder noch een groep aandeelhouders, rechtspersonen, die deel uitmaken van een vennootschaps-groep (waarbij de definitie van een groep wordt gebaseerd op een direct of indirect vijftig procent (50 %) deelname aan de stemming deelnemen voor meer dan twintig procent (20 %) van het totaal aantal stemmen verbonden aan de effecten die op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Artikel 36 – Beraadslaging

Een aanwezigheidslijst waarop de naam van de aandeelhouders en het aantal aandelen die zij bezitten wordt vermeld, wordt door ieder van hen of door hun lasthebber ondertekend alvorens de zitting wordt geopend.

De algemene vergadering kan niet beraadslagen over punten die niet op de agenda vermeld staan, tenzij alle aandeelhouders op de algemene vergadering persoonlijk aanwezig zijn en ze met eenparigheid besluiten over deze punten te beraadslagen.

De bestuurders geven antwoord op de vragen die de aandeelhouders stellen met betrekking tot hun verslag of tot de agendapunten. De commissaris(sen) geeft (geven) antwoord op de vragen die de aandeelhouders stellen met betrekking tot zijn (hun) verslag.

Behoudens andersluidende wettelijke of statutaire bepalingen, worden alle besluiten genomen bij gewone meerderheid van de stemmen, ongeacht het aantal op de vergadering vertegenwoordigde aandelen. Blanco- en ongeldige stemmen worden niet bij de uitgebrachte stemmen geteld.

Wanneer bij een benoeming tot bestuurder (of commissaris) geen enkele kandidaat de volstrekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen behaalt, gaat men over tot een herstemming tussen de beide kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald. Indien bij de herstemming het aantal stemmen gelijk is, is de oudste kandidaat verkozen.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité simple des voix émises. Ce qui précède ne porte pas atteinte au droit de chaque actionnaire de voter par lettre, au moyen d'un formulaire contenant les indications suivantes : (i) identification de l'actionnaire; (ii) nombre de voix qu'il peut exercer; (iii) pour chaque décision qui, en vertu de l'ordre du jour, doit être prise par l'assemblée générale : «oui», «non» ou «abstention».

Article 37 – Procès-Verbaux

Les procès-verbaux de l'assemblée générale sont signés par le président de l'assemblée générale et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies à produire en justice ou ailleurs sont signées par deux administrateurs.

TITRE V. — Comptes annuels – répartition des bénéfices

Article 38 – Comptes annuels

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

A la fin de chaque exercice social, il est dressé par les soins du conseil d'administration un inventaire, ainsi que les comptes annuels. Les administrateurs établissent en outre un rapport dans lequel ils rendent compte de leur gestion. Ce rapport comporte un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de la société, ainsi que les autres éléments énumérés à l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 39 – Approbation des comptes annuels

L'assemblée générale annuelle entend le rapport de gestion et, le cas échéant, le rapport du (des) commissaire(s) et statue sur l'approbation des comptes annuels.

Après l'approbation des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par vote spécial sur la décharge des administrateurs et, le cas échéant, du (des) commissaire(s). Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient aucune omission, ni indication fautive, dissimulant la situation réelle de la société, et, en ce qui concerne les actes faits en violation des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Dans les trente jours de leur approbation par l'assemblée, les comptes annuels et le rapport de gestion, ainsi que les autres documents mentionnés à l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont déposés à la Banque Nationale de Belgique par les soins du conseil d'administration.

Article 40 – Distribution

Sur le bénéfice net mentionné dans les comptes annuels, il est prélevé annuellement un montant de cinq pour cent (5 %) pour la constitution de la réserve légale, ce prélèvement n'étant plus obligatoire lorsque la réserve atteint dix pour cent (10 %) du capital souscrit.

Sur proposition du conseil d'administration, le solde est mis annuellement à la disposition de l'assemblée générale, qui en détermine souverainement l'affectation à la majorité simple des voix émises, dans les limites imposées par l'article 77bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 41 – Paiement des dividendes

Les dividendes sont payés à l'époque et aux endroits désignés par le conseil d'administration.

Au cas où des dividendes distribués à des actions nominatives ne seraient pas réclamés, le paiement de ces dividendes est prescrit en faveur de la société à l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de la mise en paiement.

Article 42 – Dividendes intérimaires

Le conseil d'administration est autorisé à payer un acompte sur les résultats de l'exercice en cours sous la forme d'un dividende intérimaire, dans les limites de l'article 77ter des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

De stemmingen gebeuren door handopsteken of bij naamafroeping, tenzij de algemene vergadering er met eenvoudige meerderheid van de uitgebrachte stemmen anders over besluit. Het voorafgaande wijzigd niets aan het recht van elke aandeelhouder per brief te stemmen, met behulp van een formulier dat de volgende inlichtingen bevat : (i) identiteit van de aandeelhouder; (ii) aantal stemmen dat hij kan uitbrengen; (iii) voor elke beslissing op de agenda die de algemene vergadering moet nemen : "ja", "neen" of onthouding.

Artikel 37 – Notulen

De notulen van de algemene vergadering worden ondertekend door de voorzitter van de algemene vergadering en door de aandeelhouders die er om vragen.

De afschriften in rechte of anderszins voor te leggen, worden ondertekend door twee bestuurders.

TITEL V. — Jaarrekening – winstverdeling

Artikel 38 – Jaarrekening

Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar.

Op het einde van elk boekjaar maakt de raad van bestuur een inventaris op alsmede de jaarrekening. De bestuurders stellen tevens een verslag op waarin zij rekenschap geven van hun beleid. Dat verslag bevat een commentaar op de jaarrekening waarbij een getrouw overzicht wordt gegeven van de gang van zaken en van de positie van de vennootschap, evenals de informatie voorgeschreven door artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Artikel 39 – Goedkeuring van de jaarrekening

De jaarvergadering hoort het jaarverslag en, desgevallend het verslag van de commissaris(sen), en beslist over de goedkeuring van de jaarrekening.

Na goedkeuring van de jaarrekening spreekt de algemene vergadering zich uit, bij afzonderlijke stemming, over de kwijting aan de bestuurders en, desgevallend de commissaris(sen). Deze kwijting is slechts geldig indien de balans noch weglatingen, noch valse vermeldingen bevat die de werkelijke toestand van de vennootschap verbergen, en, wat betreft handelingen strijdig met de statuten, slechts wanneer deze speciaal in de oproeping werden aangeduid.

De raad van bestuur draagt er zorg voor dat de jaarrekening, het jaarverslag en de overige in artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen vermelde documenten binnen dertig dagen na de goedkeuring van de jaarrekening worden neergelegd bij de Nationale Bank van België.

Artikel 40 – Uitkering

Jaarlijks wordt van de nettowinst vermeld in de jaarrekening een bedrag van vijf procent (5 %) voorafgenomen tot vorming van een wettelijke reserve : deze voorafneming is niet meer verplicht wanneer het reservefonds een procent (10 %) van het geplaatst kapitaal bereikt.

Op voorstel van de raad van bestuur beslist de algemene vergadering bij gewone meerderheid van uitgebrachte stemmen over de bestemming van het saldo, mits eerbiediging van artikel 77bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Artikel 41 – Betaling van dividenden

De uitbetaling van de dividenden gebeurt op het tijdstip en op de plaats door de raad van bestuur vastgesteld.

Niet geïnde dividenden uitgekeerd aan aandelen op naam verjaren ten gunste van de vennootschap door verloop van vijf jaar vanaf de datum van inbetalingstelling.

Artikel 42 – Interimdividenden

Binnen de grenzen van artikel 77ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen is de raad van bestuur bevoegd een voorschot te betalen op het resultaat van het boekjaar onder de vorm van een interimdividend.

TITRE VI. Dissolution - liquidation

Article 43 – Dissolution anticipée

Si, par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital souscrit, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la société et éventuellement proposer d'autres mesures à l'assemblée générale, délibérant conformément à l'article 103 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Si, par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur au quart du capital souscrit, la dissolution peut être prononcée par le quart des voix émises à l'assemblée.

Lorsque l'actif net est réduit à un montant inférieur au minimum légal, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution de la société. Le tribunal peut, le cas échéant, accorder à la société un délai en vue de régulariser sa situation.

Article 44 – Liquidation

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par les soins des liquidateurs, nommés par l'assemblée générale et, à défaut de pareille nomination, par les soins du conseil d'administration agissant en qualité de comité de liquidation. Sauf décision contraire, les liquidateurs agissent collectivement. A cette fin, les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus, conformément aux articles 181 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sauf restrictions imposées par l'assemblée générale.

L'assemblée générale fixe les émoluments des liquidateurs.

Article 45 – Répartition

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, l'actif net sert en premier lieu au remboursement, en espèces ou en nature, du montant libéré et non encore remboursé des actions.

Le solde éventuel est réparti par parts égales entre toutes les actions.

Si le produit net ne permet pas de rembourser toutes les actions, les liquidateurs remboursent par priorité les actions libérées dans une proportion supérieure jusqu'à ce qu'elles soient sur un pied d'égalité avec les actions libérées dans une moindre proportion ou procèdent à des appels de fonds complémentaires à charge des propriétaires de ces dernières.

TITRE VII. Dispositions générales

Article 46 – Election de domicile

Tout administrateur, directeur et liquidateur domicilié à l'étranger fait élection de domicile pendant l'exercice de son mandat au siège social, où toutes significations et notifications relatives aux affaires de la société et à la responsabilité de sa gestion peuvent valablement lui être faites à son nom, à l'exception des convocations faites conformément aux présents statuts.

Les titulaires d'actions nominatives sont tenus de communiquer à la société tout changement de domicile. A défaut, ils sont considérés comme ayant fait élection de domicile à leur domicile précédent.

Article 47 – Dispositions légales reprises dans les présents statuts

Les clauses statutaires qui se bornent à reproduire littéralement des dispositions légales des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont mentionnées dans les statuts à titre informatif et n'acquièrent pas du fait de leur reproduction dans les statuts le caractère de clause statutaire dans le sens et pour l'application de l'article 79 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 48 – Modification des statuts

Toute modification des statuts relative à l'organisation ou au contrôle de EASDAQ n'entrera en vigueur qu'après avoir été approuvée par arrêté ministériel et publiée au *Moniteur belge*.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 novembre 1999.

Le Ministre de Finances,
D. REYNDERS

TITEL VI. Ontbinding – vereffening

Artikel 43 - Vervroegde ontbinding

Wanneer ten gevolge van geleden verlies het netto-actief is gedaald tot minder dan de helft van het geplaatst kapitaal, moeten de bestuurders de vraag van de ontbinding van de vennootschap en eventueel andere maatregelen voorleggen aan de algemene vergadering, die zal beraadslagen overeenkomstig artikel 103 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Wanneer het netto-actief ten gevolge van het geleden verlies gedaald is tot minder dan een vierde van het geplaatst kapitaal, kan tot de ontbinding worden besloten door een kwart van de ter vergadering uitgebrachte stemmen.

Wanneer het netto-actief is gedaald tot beneden het wettelijk minimumbedrag kan iedere belanghebbende de ontbinding van de vennootschap in rechte vorderen. In voorkomend geval kan de rechtbank aan de vennootschap een termijn toestaan om haar toestand te regulariseren.

Artikel 44 – Vereffening

In geval van ontbinding van de vennootschap, om welke reden of op welk tijdstip ook, geschiedt de vereffening door vereffenaars benoemd door de algemene vergadering, en bij gebreke van dergelijke benoeming, geschiedt de vereffening door de raad van bestuur handelend in hoedanigheid van vereffeningcomité. Behoudens andersluidend besluit treden de vereffenaars gezamenlijk pp. Te dien einde beschikken de vereffenaars over de meest uitgebreide machten overeenkomstig de artikelen 181 en volgende van de gecoördineerde wetten op de handels-vennootschappen, behoudens beperkingen opgelegd door de algemene vergadering.

De algemene vergadering bepaalt de vergoeding van de vereffenaars.

Artikel 45 – Verdeling

Na aanzuivering van alle schulden, lasten en kosten van de vereffening, wordt het netto actief vooreerst aangewend om, in geld of in natura, het volgestorte en nog niet terugbetaalde bedrag van de aandelen terug te betalen.

Het eventueel overschot wordt in gelijke delen verdeeld onder al de aandelen.

Indien de netto-opbrengst niet volstaat om alle aandelen terug te betalen, betalen de vereffenaars bij voorrang, de aandelen uit die in meerdere mate zijn volgestort totdat ze op gelijke voet staan met de aandelen die in mindere mate werden volgestort of doen ze ten laste van deze laatste een aanvullende oproeping van kapitaal.

TITEL VII. Algemene bepalingen

Artikel 46 – Woonstkeuze

Leder in het buitenland gedomicilieerde bestuurder, directeur en vereffenaar doet voor de duur van zijn opdracht woonstkeuze op de zetel van de vennootschap, waar hem dagvaardingen en betekeningen betreffende de zaken van de vennootschap en de verantwoordelijkheid voor zijn bestuur, geldig kunnen worden gedaan, met uitzondering van de oproepingen die zullen gebeuren overeenkomstig deze statuten.

De houders van aandelen op naam zijn verplicht de vennootschap kennis te geven van elke verandering van woonplaats. Bij ontstentenis van kennisgeving worden zij geacht keuze van woonplaats te hebben gedaan op hun vroegere woonplaats.

Artikel 47 – Wettelijke bepalingen opgenomen in deze statuten

De statutaire bepalingen die een letterlijke weergave zijn van de wettelijke bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, worden in de statuten vermeld ter inlichting en verwerven hierdoor niet, door hun vermelding in de statuten, het karakter van statutaire bepaling in de zin van en voor de toepassing van artikel 79 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Artikel 48 – Wijziging van de statuten

Elke wijziging van de statuten met betrekking tot de organisatie van of het toezicht op EASDAQ, zal slechts in werking treden nadat deze wijziging werd goedgekeurd bij ministerieel besluit en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 25 november 1999.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS